

NUMÉRO #4 | NOVEMBRE-DECEMBRE 2016

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

PAGE 2

19^E ACP CMC AND 14^E ACP-UE CMCM

19^E RÉUNION DES MINISTRES ACP DU COMMERCE ET 14^E RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL COMMERCIAL MIXTE ACP-UE

PAGES 3-4

ZOOM SUR LES ACTIVITES DE L'UGP

REPARTITION PAR OBJECTIF DU DP1

REPARTITION REGIONALE DES REQUETES

REPARTITION REGIONALE DES PROJETS

PAGES 4-5

LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

APPUI CIBLE AU SECRETARIAT DU FIP (RENFORCEMENT DE SA CAPACITE A INTEGRER LES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE ET LE PROGRAMME D'ACTION GLOBAL POUR LE COMMERCE DANS LA REGION PACIFIQUE) AINSI QU'À NIUE (MISE EN ŒUVRE DE SON PROPRE CADRE)

APPUI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE AFRIQUE DE L'OUEST-UE ET LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE REFERENCE REGIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS

PAGE 6

TRADECOM II PROGRAMME

BUILDING ACP TRADE CAPACITY
RENFORCER LES CAPACITES COMMERCIALES DES ACP

TRADECOM II PROGRAMME DE SUBVENTION

LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE TRADECOM II

COMITE D'EVALUATION

19^E ACP CMC AND 14^E ACP-EU CMCM

19^E RÉUNION DES MINISTRES ACP DU COMMERCE

ET 14^E RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL COMMERCIAL MIXTE ACP-UE

19^E REUNION DES MINISTRES ACP DU COMMERCE

Afin de préparer la réunion du Comité ministériel commercial mixte ACP-UE, une réunion des hauts fonctionnaires ACP chargés du commerce s'est tenue les 5 et 6 décembre 2016 à la Maison ACP à Bruxelles. Leur rapport a été étudié et adopté au cours de la 19^e réunion des Ministres ACP du commerce les 7 et 8 décembre 2016. Les points principaux ont été présentés et discutés lors de la réunion du Comité ministériel commercial mixte ACP-UE le 9 décembre 2016.

Le programme d'action de la 19^e réunion des Ministres ACP du commerce vise, dans un premier temps, à établir un état d'avancement du dossier et à définir les étapes à suivre pour les APE, tout particulièrement en ce qui concerne la ratification des négociations ayant abouti et la mise en application des accords conclus. Il inclut notamment la tenue d'une discussion sur l'appui nécessaire pour que les parties ACP retirent les bénéfices escomptés des APE.

Les points principaux du programme de la réunion sont présentés ci-dessous :

- les questions relevant du régime commercial ACP-UE (telles que le Brexit, les mesures non tarifaires, les matières premières, la pêche, les négociations entre l'UE et des tierces parties);
- l'économie numérique et son fantastique potentiel en ce qui concerne la création de nouvelles opportunités, l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés traditionnellement désavantagées;
- la discussion sur la stratégie préliminaire à adopter par le Groupe ACP participant à la 11^e Conférence ministérielle de l'OMC ;
- l'état d'avancement du dossier sur les zones de libre échange tripartite et continentale.
- la compréhension de la liste pan européenne des juridictions non coopératives en matière fiscale et, tout particulièrement, du nouveau référencement adopté par l'UE pour identifier les juridictions de pays tiers manquant à leurs obligations et résoudre la question de la conformité aux normes de bonne gouvernance fiscale

La 19^e réunion des Ministres ACP du commerce a également permis aux Ministres d'être tenus informés des programmes en cours entre les pays ACP et l'UE renforçant les capacités commerciales: le programme TradeCom II, représenté par M. Ahmed Ndyeshobola (chef d'équipe) qui est intervenu et a répondu aux questions relevant des opportunités de renforcement des capacités commerciales des pays ACP présentées par le programme TradeCom II; ainsi que le programme Hub & Spokes.

BREXIT

La 19^e réunion des Ministres ACP du commerce a également été l'occasion de discuter ouvertement avec SE Angus Lipsley, Ambassadeur britannique, d'un sujet de la plus grande actualité: LE BREXIT. Le Président, M. Mike Bimha (ministre de l'industrie et du commerce du Zimbabwe) a souligné les inquiétudes des pays ACP face aux derniers développements sur le BREXIT et demandant à ce que les deux questions suivantes soient abordées: quel sera l'impact du Brexit sur la relation entre l'UE et le Groupe ACP ? Comment cet impact pourra-t-il être atténué ? SE Lipsley a rassuré les parties présentes que, tant que le Royaume-Uni fera partie de l'UE, le Royaume-Uni honorera ses engagements vis à vis de tous les partenaires inclus dans la politique commune en matière de commerce, dans le monde entier.



Les pays ACP représenteront toujours pour le Royaume-Uni des partenaires à fort potentiel de croissance et de création d'emploi, de croissance inclusive et durable à l'avenir, et s'efforcera de répliquer la substance et le contenu des accords existants avec l'UE, mais sur la base d'accords entre le Royaume-Uni et des pays tiers.

LANCEMENT SPÉCIAL DE L'INITIATIVE E15 A BRUXELLES

Le lancement spécial de l'initiative E15 a eu lieu lors de la 19^e réunion des Ministres ACP du commerce à Bruxelles. M. Ricardo Meléndez-Ortiz, Directeur général du Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD en anglais), et son équipe d'experts ont présenté les grands traits du rapport E15 lancé à Davos en Suisse, tout en soulignant les propositions concernant le Groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et le système mondial de commerce et d'investissement. La présentation effectuée par les experts de l'ICTSD (M. Darlington MWAPE, Mme Isabelle RAMDOO, M. Bernard HOEKMAN et M. Pedro Roffe) s'est notamment concentrée sur les sujets relatifs aux accords commerciaux régionaux, la cohérence réglementaire, la finance et le développement, l'innovation, et le commerce numérique.



14^E RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL COMMERCIAL MIXTE ACP-UE

La 14^e réunion du Comité ministériel commercial mixte ACP-UE s'est tenue dans le bâtiment Charlemagne à Bruxelles, le vendredi 9 décembre 2016. Le mandat de cette réunion consiste à aborder les questions liées au commerce préoccupant ou présentant un intérêt particulier pour les pays ACP, notamment le suivi des APE.

La 14^e réunion du Comité ministériel commercial mixte ACP-UE a rassemblé les ministres ACP chargés des questions commerciales, les chefs des organisations régionales ACP d'intégration, la Commissaire de l'Union africaine chargée du commerce et de l'industrie, certains ambassadeurs ACP agissant comme points focaux à Genève, Mme Cecilia MALMSTRÖM (Commissaire européenne au commerce) et M. Neven MIMICA, Commissaire européen à la coopération internationale et au développement.



La Commission européenne a apporté quelques précisions sur les derniers développements concernant ses négociations bilatérales pour des accords de libre échange avec un certain nombre de pays et de régions, notamment avec les États-Unis dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais), avec le Canada dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (CETA en anglais), et les négociations sur les accords multilatéraux sur le commerce et les services, d'une part, et sur les biens environnementaux, d'autre part. Une discussion a suivi entre la Commission européenne et les représentants du Groupe ACP au sujet de la manière dont ces nouveaux accords affecteront les pays ACP.

REPARTITION PAR OBJECTIF DU DP 1

CAPACITES DES INSTITUTIONS
COMMERCIALES NATIONALES ET
REGIONALES RENFORCEES



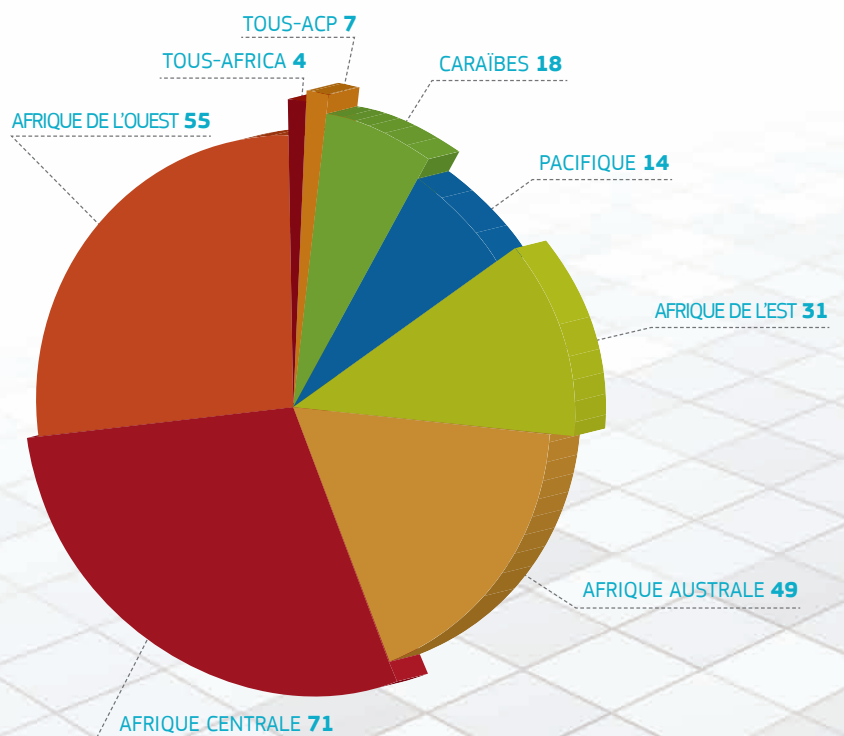
CAPACITES EN NEGOCIATION COMMERCIALE
DES BÉNÉFICIAIRES ACP RENFORCEES
ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS



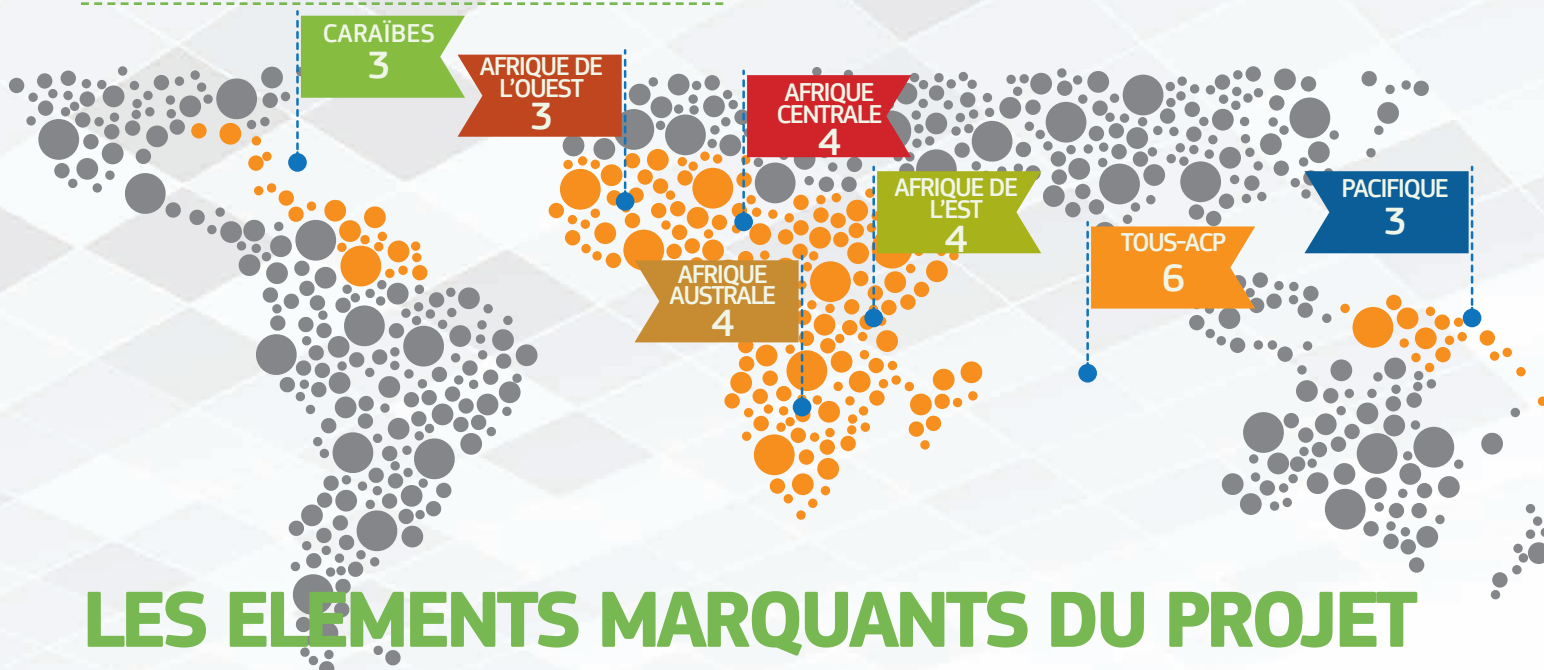
FACILITATION DES ECHANGES
COMMERCIAUX ET LA COMPETITIVITE DU
SECTEUR PRIVE AMELIOREES



REPARTITION REGIONALE DES REQUETES



REPARTITION REGIONALE DES PROJETS



LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROJET

APPUI CIBLE AU SECRÉTARIAT DU FIP (RENFORCEMENT DE SA CAPACITÉ À INTÉGRER LES CADRES DE POLITIQUE COMMERCIALE ET LE PROGRAMME D'ACTION GLOBAL POUR LE COMMERCE DANS LA RÉGION PACIFIQUE) AINSI QU'À NIUE (MISE EN ŒUVRE DE SON PROPRE CADRE)

Le projet, conçu par le programme TradeCom II en partenariat avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le gouvernement de Niue, vise à soutenir le programme d'action d'intégration du commerce du Secrétariat du FIP au profit des États ACP du Pacifique en utilisant efficacement leur cadre national de politique commerciale. L'exemple du gouvernement de Niue a été présenté comme une "bonne pratique" pour les ACP Pacifique dans leur mise en application de leurs cadres de politique commerciale respectifs.

Les états des îles du Pacifique sont confrontés à plusieurs défis liés au commerce : leur petite taille (à la fois en terme de population et de marchés domestiques), leur éloignement par rapport aux marchés clés, leurs opportunités d'exportation limitées et leurs infrastructures insuffisantes pour le commerce. L'intégration de l'économie et du commerce au niveau régional est importante afin d'assurer la capacité de la région à croître et à prospérer en participant à l'économie mondiale.

Au cours de ces dernières années, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, en partenariat avec le Secrétariat du Commonwealth - programme Hubs & Spokes, a appuyé l'élaboration de cadres nationaux de politique commerciale dans les pays ACP du Pacifique. Ces documents évaluent les contraintes internes et externes entravant l'intégration d'un pays à l'économie mondiale et proposent des actions adaptées afin de dépasser ces contraintes. A cet effet, ces cadres représentent un appui considérable : ils permettent de coordonner les efforts des pays ACP du Pacifique pour la croissance du commerce, de guider les bailleurs de fonds dans l'élaboration de leurs interventions d'Aide pour le commerce et de soutenir les gouvernements des pays des îles du Pacifique dans l'intégration de l'Aide pour le commerce dans leurs cadres nationaux de développement.

A titre d'exemple, le cadre national de Niue a été achevé en juin 2016 et approuvé par le Conseil des Ministres au cours du même mois. Ce cadre national 2016 tend à devenir la politique gouvernementale principale menant à la réalisation de l'objectif de développement

économique, établi par le Plan stratégique national de Niue. Dans ce but, les recommandations de haut niveau émises par le cadre national de politique commerciale devront prendre la forme d'une série de plans d'action pratiques et leur mise en œuvre devra être suivie et coordonnée par des mécanismes de gouvernance commerciale efficaces. Par ailleurs, en soutenant la mise en œuvre d'une partie des recommandations du cadre national sur le libre échange et la réforme des douanes, ce projet contribuera directement à la réalisation des éléments spécifiques du programme d'action de Niue sur le développement du commerce.

Les domaines d'intervention considérés dans le cadre de ce projet sont au nombre de deux.

Le premier domaine de soutien dans le cadre de ce projet vise à :

- 🌐 renforcer les directives nationales sur l'intégration du commerce et consolider les capacités des experts en matière de commerce dans la mise en œuvre des cadres nationaux de politique commerciale;
- 🌐 renforcer les structures institutionnelles nationales des pays ACP du Pacifique (Comités nationaux de commerce et autres départements et agences concernés), ce qui permettra de mettre en œuvre les cadres nationaux;

Le premier domaine de soutien dans le cadre de ce projet vise à :

- 🌐 élaborer des plans d'action pour mettre en application les recommandations du cadre national de Niue, notamment en ce qui concerne l'accession aux accords de libre échange ;
- 🌐 renforcer les institutions de Niue pour instaurer une gouvernance commerciale;
- 🌐 identifier les réformes clés en matière de législation et de régulations douanières.

APPUI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE AFRIQUE DE L'OUEST-UE ET LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE RÉFÉRENCE RÉGIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Ce projet, conçu par le programme TradeCom II en partenariat avec la Commission de la CEDEAO, vise à appuyer la Commission de la CEDEAO et à renforcer sa capacité à mettre en œuvre l'Accord de partenariat économique Afrique de l'Ouest-UE (APE).

Les négociations de l'APE entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne ont débuté en octobre 2003 et se sont conclues en février 2014. L'Accord de partenariat économique avec l'Afrique de l'Ouest regroupe la coopération en matière de biens et de développement. Il comprenait également la possibilité de tenir ultérieurement d'autres négociations sur le développement durable, les services, l'investissement et d'autres domaines liés au commerce. Cet APE permettra à l'Afrique de l'Ouest de mieux s'intégrer dans le système commercial mondial et appuiera les investissements et la croissance économique dans la région.

L'entrée en vigueur de l'Accord assurera l'harmonisation du régime commercial entre l'Union européenne et la région de l'Afrique de l'Ouest, soutenant ainsi l'intégration régionale et la mise en place des tarifs extérieurs communs de la CEDEAO.

En juillet 2014, les chefs d'État de la CEDEAO ont donné leur aval pour la signature de l'APE. Le processus de signature est actuellement en cours au niveau national. Tandis que tous les États membres de l'UE ont achevé le processus de ratification, seuls 13 pays sur 16 de la CEDEAO ont apposé leur signature et ont entamé le processus de ratification au niveau national. La question principale restant à régler est celle de l'appropriation de l'APE par les principaux acteurs, tout particulièrement les parlementaires devant ratifier les accords avant qu'ils ne puissent entrer en vigueur.

Il semble ainsi évident que ce projet, en temps opportun, appuiera la région d'Afrique de l'Ouest dans la mise en œuvre rapide de l'APE.

Ce projet consiste de deux objectifs. Le premier permettra une meilleure compréhension de l'APE et son appropriation par les acteurs concernés (parlementaires, experts CEDEAO / UEMOA, secteur privé et société civile). Le second permettra d'établir un cadre législatif régional pour le règlement de différends afin de résoudre les différends commerciaux et de s'assurer que les accords soient exécutés et réglés.

Lexique

- APE** Accord de partenariat économique
- ACR** Accord commercial régional
- ACP** Afrique, Caraïbes et Pacifique
- BNT** Barrières non tarifaires
- BTC** Barrières techniques au commerce
- CCI** Centre du commerce international
- CEA/ONU** Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- CPC** Cadre de politique commerciale
- CPCN** Cadre de la politique commerciale nationale
- CTA** Centre technique de coopération agricole et rurale
- CEDEAO** Communauté économique des États d'Afrique occidentale
- CNUCED** Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- DG DEVCO** Direction Générale pour la Coopération internationale et développement
- JED** Journées européennes du développement
- OECD** Organisation des États des Caraïbes orientales
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- PACPS** États ACP du Pacifique
- PIFs** Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- PTCI** Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
- PTP** Partenariat transpacifique
- RCEP** Partenariat économique régional global
- UE** Union européenne
- UGP** Unité de gestion de programme
- ZLE** Zone de libre échange
- ZLET** Zone de libre-échange tripartite

Prochains Événements



JANVIER

Atelier de diffusion des connaissances sur les meilleures pratiques dans le cas d'OTC

Nairobi, 17-19 Janvier 2017

TRADECOM II PROGRAMME

 BUILDING ACP TRADE CAPACITY
 RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35
 1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60

✉ contact@trade-com-acpeu.org

🌐 www.trade-com-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

🐦 @TradeCom_2

@Tender_TradeCom

LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS DE TRADECOM II

COMITE D'EVALUATION

L'appel à propositions dans le cadre de TradeCom II s'est clôturé le 8 novembre 2016. Le montant total des subventions demandées s'élève à 14,4 millions d'euros.

L'objectif général de cet appel à propositions consiste à contribuer à une intégration régionale plus poussée et à une participation accrue des pays et régions ACP dans l'économie mondiale en renforçant à plus long terme leurs capacités institutionnelles implantées localement. L'objectif spécifique consiste à développer les capacités des institutions appuyant le commerce au sein des pays ACP afin qu'elles réalisent des actions de recherche et de formation dans le domaine commercial pour éliminer les obstacles au commerce, à la fois aux niveaux national et régional.

Un Comité d'évaluation a été nommé par le pouvoir adjudicateur afin d'examiner les notes succinctes. La première réunion du Comité d'évaluation s'est tenue pour l'ouverture et les contrôles administratifs. Les notateurs / évaluateurs ont reçu un grand volume de notes succinctes de qualité qu'ils étudient à l'heure actuelle.

Les candidats ayant soumis des notes succinctes qui recevront une note supérieure à 30 et reflétant au mieux les objectifs et les priorités des subventions seront invités à postuler. Les candidats arrivant en tête seront prochainement informés des résultats de ces évaluations.



TBT PROGRAMME

**KNOWLEDGE DISSEMINATION
WORKSHOP ON TBT BEST PRACTICES**

HOTEL BOMA, NAIROBI, KENYA
JANUARY 17-19, 2017

Presentation of TBT Programme projects reflecting good practices in:

- Quality Infrastructure Policies
- Standards
- Accreditation and Certification
- Training

Workshop aim:
To increase the impact and effectiveness of donor-funded interventions on TBT trade capacity building measures in ACP countries.



TRADECOM II PROGRAMME

2017 HAPPY NEW YEAR

**L'EQUIPE TRADECOM 2
VOUS SOUHAITE
BON ANNÉE 2017**